Agence Française de Lutte contre le Dopage : 29 mars 2012

Résumé de la décision relative à M. Joann RUFFINE :

« Lors de la deuxième édition du « Grand Prix des Secrétaires » de cyclisme, M. Joann RUFFINE, titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française de cyclisme, a été soumis à un contrôle antidopage, effectué le 31 juillet 2011 à Baie-Mahault (Guyane). Les résultats, établis par le Département des analyses de l'Agence le 1^{er} septembre 2011 ont fait ressortir la présence d'érythropoïétine recombinante de type darbépoétine-a dans le surines de l'intéressé. Selon un rapport émis le 22 décembre 2011 par le Département des analyses de l'Agence, 'analyse de contrôle urinaire, intervenue à la demande de ce sportif, a confirmé ce résultat.

Les instances disciplinaires compétentes en matière de dopage de la Fédération française de cyclisme n'ayant pas statué dans les délais qui leur étaient impartis par les dispositions de l'article L.232-21 du code du sport, l'Agence française de lutte contre le dopage a été saisie d'office sur le fondement des dispositions du 2° de l'article L.232-22 du code du sport.

Par une décision du 29 mars 2012, l'Agence française de lutte contre le dopage a prononcé à l'encontre de M. RUFFINE la sanction de l'interdiction de participer pendant deux ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération française de cyclisme, par la Fédération française de cyclotourisme, par la Fédération française du sport d'entreprise, par la Fédération française de triathlon, par la Fédération sportive et gymnique du travail et par l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique.

L'Agence faisant application de l'article L.232-23-2 du code du sport, il est demandé à la Fédération française de cyclisme d'annuler les résultats individuels obtenus par l'intéressé le 31 juillet 2011, lors de la 2^e édition du « Grand Prix des Secrétaires » de cyclisme, avec toutes les conséquences en découlant, y compris le retrait de médailles, points et prix.

La décision prend effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé.»

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 16 avril 2012, ce dernier en ayant accusé réception le **18 avril 2012**. Déduction faite de la période déjà purgée par l'intéressé entre le 12 septembre 2011, date de réception de la décision de suspension provisoire, à titre conservatoire, dont il a fait l'objet et le 11 novembre 2011, date d'expiration du délai de dix semaines impartis à l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme pour statuer, l'intéressé sera suspendu jusqu'au **17 février 2014 inclus**.

Agence Française de Lutte contre le Dopage : 29 mars 2012

Résumé de la décision relative à M. Jean-Louis BAROT :

« Lors de la 2^e étape du tour cycliste « Mondovélo », M. Jean-Louis BAROT, alors titulaire d'une licence délivrée par la Fédération Française de Cyclisme, a été soumis à un contrôle antidopage, effectué le 17 juillet 2011 à Saint-Flour (Cantal). Selon un rapport établi le 11 octobre 2011 par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage, les analyses effectuées ont fait ressortir la présence de parahydroxyamphétamine, de L-amphétamine, de D-amphétamine et de fenétylline.

Par une décision du 29 mars 2012, l'Agence française de lutte contre le dopage, saisie de ces faits sur le fondement des dispositions du 1^o de l'article L.232-22 du code du sport, en application desquelles elle est compétente pour infliger des sanctions disciplinaires aux personnes non licenciées des fédérations sportives françaises, a décidé de prononcer à l'encontre de M. BAROT, s'agissant d'une seconde infraction à la législation antidopage, la sanction de l'interdiction de participer pendant quatre ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par les fédérations sportives françaises.

L'Agence faisant application de l'article L.232-23-2 du code du sport, il est demandé à la Fédération française de cyclisme d'annuler les résultats individuels obtenus par l'intéressé le 17 juillet 2011, lrs de la 2^e étape du tour cycliste « Mondovélo », avec toutes les conséquences en découlant, y compris le retrait de médailles, points et prix.

La décision prend effet à compter de la date de sa notification à M. BAROT. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 20 avril 2012, ce dernier ayant accusé réception de ce courrier le **24 avril 2012**. M. BAROT sera suspendu jusqu'au **23 avril 2016 inclus**.

Agence Française de Lutte contre le Dopage : 29 mars 2012

Résumé de la décision relative à M. Raphael ROCCHI :

« Lors de la 5e édition de l'épreuve cycliste dite de la « Commentryenne », M. Raphael ROCCHI, titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française de cyclisme, a été soumis à un contrôle antidopage, effectué le 28 mai 2011 à Commentry (Allier). Les résultats, établis par le Département des analyses de l'Agence le 10 juillet 2011 ont fait ressortir la présence de prednisone et de prednisolone, à une concentration estimée respectivement à 107 nanogrammes par millilitre et à 191 nanogrammes par millilitre..

Par une décision du 8 septembre 2011, l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme a décidé, d'une part, d'infliger à M. ROCCHI la sanction de l'interdiction de participer pendant cinq mois aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par cette fédération, d'autre part, de demander à l'Agence française de lutte contre le dopage d'étendre les effets de cette sanction aux activités de l'intéressé pouvant relever des autres fédérations sportives françaises et, enfin, d'annuler les résultats individuels obtenus par ce sportif le 28 mai 2011 lors de l'épreuve précitée, avec toutes les conséquences en découlant, y compris le retrait des médailles, points et prix.

Par une décision du 29 mars 2012, l'Agence française de lutte contre le dopage, qui s'était saisie le 13 octobre 2011 sur le fondement des dispositions du 3° de l'article L.232-22 du code du sport, a décidé de prononcer à l'encontre de M. ROCCHI, s'agissant d'une seconde infraction à la législation antidopage, la sanction de l'interdiction de participer pendant un an aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par la Fédération française de cyclisme, par la Fédération française du sport d'entreprise, par la Fédération française de triathlon, par la Fédération sportive et gymnique du travail et par l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique, et de réformer la décision fédérale du 8 septembre 2011 précitée. La décision prend effet à compter de sa notification à l'intéressé. »

N.B. : la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 20 avril 2012, ce dernier ayant accusé réception de ce courrier le **23 avril 2012**. Déduction faite de la période déjà purgée par l'intéressé en application de la sanction prononcée à son encontre le 8 septembre 2011 par l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme, M. ROCCHI sera suspendu jusqu'au **22 novembre 2012 inclus**.